

## La crise du PPA – MTLD (1953 - 1954)

### 1 – Les origines de la crise

Le congrès de février 1947 a tracé la ligne politique à suivre. Officiellement, toutes les tendances étaient satisfaites des décisions prises. Il n'empêche que les résultats de la réunion légalisèrent un fait déjà existant, les légalistes et les partisans de la lutte armée. Deux ans après, le parti est confronté à deux conflits : le départ de Mohammed Lamine Debaghine et la crise berbériste. Deuxième personnage du MTLD, Debaghine démissionne à cause de ses divergences avec Messali Hadj au sujet de la ligne politique du mouvement. Ce dernier lui a reproché de s'éloigner des directives du parti dans l'exercice de son mandat de député à l'Assemblée nationale française. Ayant perdu ses principaux soutiens lors de la crise berbériste, il se retrouva naturellement à l'écart et tira les conclusions nécessaires. La crise berbériste a mené au-devant de la scène des militants de la Kabylie qui revendiquèrent la reconnaissance par le MTLD de la langue et de la culture berbère. L'affaire tourna court. Pour casser les initiateurs de cette affaire, Messali cria au complot colonialiste et procéda à l'exclusion des berbéristes de son parti. L'année suivante a vu la découverte de l'Organisation Spéciale par les Français. Pour sauver l'existence du mouvement, la direction nia tout rapport avec l'O.S et accusa les autorités coloniales d'être derrière ce complot. Cette attitude frustra certains militants la considérant comme une trahison. Dans un autre registre, le MTLD est secoué par un autre débat ayant trait à la rivalité entre réformiste légaliste et révolutionnaire. Lorsqu'il était en Algérie, Messali réussit à stopper les tentatives visant à orienter le mouvement vers une ligne réformiste. Par exemple, il s'opposa à quatre membres de la direction (Mostefai, Cherchalli, Chentouf et Amrani) qui ont voulu engager le MTLD dans une alliance électorale avec l'UDMA et les oulémas (mars 1951). Son départ en exil en mars 1952 affaiblit sa capacité d'influence au sein des instances dirigeantes du parti ; il est resté impuissant face à la nouvelle politique prônée par le bureau politique qui est le contraire d'une voie révolutionnaire. En signant un accord de gestion municipale avec le maire d'Alger Jacques Chevallier en avril 1953, la direction du MTLD ne fait que confirmer une ligne qui est loin d'avoir l'unanimité au sein des militants. Messali s'est indigné également de la décision du bureau politique d'ordonner au député Mohammed Khider, au cas où une décision est prise pour lever son immunité, de répondre à une éventuelle convocation de la justice à propos de l'affaire de l'OS. *« Ce sera une honte pour un mouvement révolutionnaire de conduire un de ses responsables devant le juge d'instruction, proclame Messali Hadj »*. Khider est finalement dirigé vers l'étranger.

### 2 – L'éclatement du MTLD

Le deuxième congrès du MTLD s'ouvrit en avril 1953 en l'absence de Messali Hadj, en résidence forcée à Niort. Les congressistes décidèrent leur « participation aux élections » et l'alliance « avec les partis nationaux sur une base réformiste ». Pour avoir l'appui des anciens de l'OS, ils recréèrent l'O.S. Une commission est mise en place pour concrétiser le projet. Aux élections municipales d'avril 1953, le MTLD s'est engagé dans des accords locaux de gestion municipale, dans de nombreuses localités, comme c'était le cas pour la ville d'Alger et le fameux accord Chevallier. Une des dernières mesures qui choquèrent Messali fut l'élimination de la plupart de ses partisans du comité central et du bureau politique, deux instances dominées désormais par les tenants de la voie réformiste à l'exemple de Benkhedda et Lahoual.

La crise qui s'est ouverte avec le refus de Messali des décisions du congrès du MTLD est néanmoins confinée aux instances dirigeantes jusqu'en décembre 1954. Au cours de cette période, Messali accueillit une délégation du comité central le 20 octobre 1953 mais sans pouvoir trouver un terrain d'entente avec ses adversaires. Le 27 décembre 1953, Messali porta l'affaire devant les militants. Désormais, le mouvement est divisé en deux tendances : les Centralistes et les Messalistes.

Dans un message à la conférence fédérale du MTLD réunie à Paris, Messali s'attaqua à la direction. Dans un appel daté du 11 mars 1954, il expliqua ses divergences avec le comité central :

*«...le mouvement national traverse une crise sans gravité...il y a plus de trois ans que je lutte au sein du parti dans le silence et par la voie hiérarchique pour protéger le mouvement national du glissement vers l'aventure et de l'abandon des principes révolutionnaires...Ainsi une politique de facilité et de compromission a vue le jour depuis cette époque, et une bureaucratie avec ses fonctionnaires, ses téléphones, ses Pachas et ses chaouchs, s'est instaurée dans le parti...Depuis deux ans que je suis à Niort, je n'ai jamais été consulté ni sur la marche du parti, ni sur les événements graves qui se sont déroulés en Afrique du Nord...Il y a, en effet, dans le parti un système d'étouffement, de police et de marchandage à l'égard de tous les militants qui osent faire la moindre critique sur la marche du parti, (ses) dépenses et (son) manque d'activité. Ainsi de nombreux militants sont frappés de suspension, de déplacement, d'exclusion et d'amendes... »*

Messali va plus loin en mettant en place en France un comité de salut public de quatre militants (Filali, Boudechiche, Abdellah Saâdji et Aouine) qui coordonnaient cette guerre ouverte contre la direction du MTLD. En Algérie, un autre comité est formé (Moulay Merbah, Mezerna, Memchaoui et Aissa Abdelli). Malgré les manœuvres des centralistes, Messali gagna du terrain ; les régions de Kabylie, d'Oranie et du Constantinois le suivaient tandis que l'Algérois est resté divisé entre les deux parties.

Devant les attaques de Messali, le comité central déploya sa stratégie de riposte. S'il accepta officiellement de lui remettre le pouvoir pour organiser un congrès et lui donner selon Boudiaf un budget de cinq millions d'anciens francs, à l'issue d'une réunion tenue le 28 mars 1954, il faisait tout pour paralyser les actions du zaim emblématique du mouvement indépendantiste. C'est ainsi qu'il garda pour lui les fonds du parti et qu'il fit tout pour inciter les militants à ne pas verser de cotisations aux instances supervisées par Messali. Enfin, il se défendit contre l'accusation de réformisme en s'alliant avec les activistes du CRUA et en présentant l'action de Messali comme un travail de division.

### **3- - Les Centralistes et les Messalistes à la veille du 1<sup>er</sup> novembre 1954**

La création d'une troisième tendance au sein du MTLD en l'occurrence le CRUA compliqua davantage les affaires des parties en conflit. Désormais chacun œuvra pour consolider sa position. Messali fut le premier à aller un peu plus loin en convoquant les militants du parti pour un congrès extraordinaire à Hornu en Belgique entre le 14 et le 17 juillet 1954. Les congressistes procédèrent à l'exclusion de huit membres du Comité central à l'image de Benkhedda, Lahoual, Kiouane et Yazid ; au remplacement du Comité central par un Conseil National de la Révolution et enfin à la désignation d'un bureau politique avec la présence des fidèles de Messali comme Moulay Merbah, Mezerna, Filali, Aissa Abdelli et Memchaoui. Si le Congrès de Hornu rompit avec le réformisme et la politique d'alliance

électorale prônée par les centralistes, il ne présenta pas un projet de passage à la lutte armée comme l'exigeaient à l'époque les activistes du CRUA. Ceci dit, Messali estima avoir gagné une bataille décisive contre ses opposants. L'avenir a prouvé le contraire.

De leur côté, les centralistes répondirent au Congrès des Messalistes par la convocation d'un congrès extraordinaire du MTLD à Alger le 15 août 1954. Cette réunion qui regroupa des cadres issues majoritairement de Blida et d'Alger (donc une assemblée moins représentative par rapport à celle des Messalistes) réaffirma son soutien aux décisions du Comité central. À la veille de la guerre, les centralistes s'accrochèrent toujours à la légalité et gardèrent néanmoins des liens étroits avec les membres du CRUA. Ces liens ont naturellement facilité leur ralliement au FLN, après le 1<sup>er</sup> novembre 1954.

### **Bibliographie sélective**

1 – Benyoucef Benkhadda, Les origines du 1<sup>er</sup> novembre 1954, Alger, éditions Dahlab, 1989.

2-Harbi Mohmed, *Aux Origines du Front de libérations nationale, la scission du P.P.A-M.T.L.D. Contribution à L'histoire du populisme Révolutionnaire en Algérie*, Paris, Ed. Christian Bourgois, 1975.

3-Mahsas Ahmed, Le mouvement révolutionnaire en Algérie de la 1<sup>re</sup> guerre mondiale à 1954 (Alger 1990).